

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

AILRC-FR
2 septembre 2019

Mozambique/Madagascar. La visite du pape offre l'occasion d'aborder la question des violations des droits humains

Amnesty International demande au pape François d'évoquer les problèmes urgents relatifs aux droits humains avec les dirigeants de Madagascar et du Mozambique lors de ses visites dans ces deux pays cette semaine.

Elle a recensé de graves violations des droits humains dans les deux États, notamment le recours à la détention provisoire prolongée dans des conditions inhumaines à Madagascar et les violences de plus en plus nombreuses contre des journalistes et des défenseurs des droits humains au Mozambique. Elle demande au pape François de profiter de sa visite pour souligner le besoin de justice et de réforme.

« L'apparat qui entoure la visite du pape François offre l'occasion de braquer les projecteurs sur les violations des droits humains à Madagascar et au Mozambique. Lors de ses rencontres avec les autorités, le Saint-Père doit évoquer les crises des droits humains qui frappent les deux pays et rappeler à leurs dirigeants que le monde entier les regarde, a déclaré Muleya Mwananyanda, directrice adjointe pour l'Afrique australe à Amnesty International.

« La voix du pape sur les violations des droits humains commises dans ces deux pays pourrait être un outil puissant pour amener le changement. Des problèmes comme le recours massif à la détention provisoire prolongée dans des conditions inhumaines à Madagascar et le harcèlement des journalistes au Mozambique doivent faire l'objet d'une discussion franche cette semaine. »

À Madagascar, des personnes qui n'ont pas encore été jugées, et encore moins déclarées coupables d'un quelconque délit, sont maintenues en détention provisoire pendant des mois, voire des années. La plupart sont enfermées dans des conditions déplorables alors qu'elles sont soupçonnées d'avoir commis des infractions mineures, par exemple d'avoir volé un poulet. D'après les informations recueillies par Amnesty International, 52 des 129 détenus morts en 2017 dans les prisons malgaches se trouvaient en détention provisoire. En 2018, plus de 11 000 personnes ont été placées de manière arbitraire en détention provisoire, causant un engorgement carcéral qui, allié à des pénuries de nourriture, à des soins médicaux tout à fait inadaptés et à des structures dépourvues d'hygiène, nuit à la santé des détenus et met leur vie en péril.

En outre, Amnesty International a relaté les assassinats sordides de voleurs de bétail présumés, souvent victimes de torture et d'actes violents ayant débouché sur des exécutions extrajudiciaires, imputables à la police. Les autorités malgaches doivent

immédiatement mettre fin à ces attaques, mener des enquêtes et traduire les auteurs présumés en justice. D'après les chiffres officiels, au cours des cinq dernières années, environ 4 000 personnes ont été tuées dans le sud de Madagascar – dont des voleurs présumés, des policiers, des soldats et des civils – dans le cadre de la lutte que mène le gouvernement contre le vol de bétail.

Au Mozambique, les attaques violentes menées dans la province de Cabo Delgado par un groupe local extrémiste connu sous le nom d'Al Shabab ont coûté la vie à au moins 200 personnes et contraint des milliers d'autres à fuir leur foyer depuis octobre 2017.

Ces attaques se poursuivent malgré une forte présence de l'armée dans les zones concernées. La province est désormais une zone interdite aux journalistes, chercheurs, universitaires et organisations non gouvernementales, et ceux qui ont tenté de s'y rendre ont bien souvent été placés en détention arbitraire. Le journaliste Amade Abubacar a passé près de quatre mois en détention provisoire arbitraire pour avoir rendu compte des attaques et de la fuite des habitants. Pendant sa détention, il a été soumis à différentes formes de mauvais traitements : il a été détenu au secret par l'armée pendant 12 jours, privé des visites de sa famille et de soins médicaux adaptés.

À l'approche de l'élection prévue en octobre au Mozambique, Amnesty International a également recensé des cas d'intimidation, de harcèlement et de menaces visant des organisations de la société civile, des journalistes locaux et des détracteurs du gouvernement.

Complément d'information

Le pape François effectuera un « voyage apostolique » en Afrique australe, une tournée dans trois nations entre le 4 et le 10 septembre, et se rendra au Mozambique, à Madagascar et à Maurice. Il rencontrera des dirigeants gouvernementaux, des organisations de la société civile, des représentants diplomatiques et d'autres communautés.

Pour en savoir plus ou organiser un entretien, veuillez contacter Robert Shivambu, responsable médias d'Amnesty International pour l'Afrique australe :

+27 11 283 6000 / +27 83 437 5732 / robert.shivambu@amnesty.org

Document Public

Bureau d'Amnesty International pour l'Afrique australe, 97 Oxford Road, Rosebank, Johannesburg, 2196, Afrique du Sud

Tél. : +2711 283 6000

Courriel : press@amnesty.org

Twitter : @amnestypress ou @AmnestySARO